



La région n'a pas encore trouvé le chemin de la reprise

Au cours du dernier trimestre 2015, l'économie de la Bourgogne-Franche-Comté ne profite toujours pas de la croissance régulière de l'activité constatée au niveau national depuis deux trimestres. L'emploi salarié dans les secteurs principalement marchands demeure atone. Seule la hausse des effectifs intérimaires joue, une nouvelle fois, le rôle d'amortisseur, compensant les destructions nettes d'emplois enregistrées dans tous les grands secteurs d'activité. Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de trimestre dans la région continue de progresser. Le nombre de défaillances d'entreprises cumulées sur douze mois repart à la hausse.

Dans ce contexte morose, quelques indicateurs sont cependant porteurs d'espoir. En effet, la situation dans le secteur de la construction tend à se stabiliser, même si l'activité reste encore très faible. Le nombre de créations d'entreprises progresse et l'impact de la réforme du statut de l'auto-entrepreneur s'estompe. Enfin, la fréquentation touristique dans l'hôtellerie se maintient à un bon niveau.

Julie Pariente, Alain Ribault, Insee

Rédaction achevée le 21 avril 2016

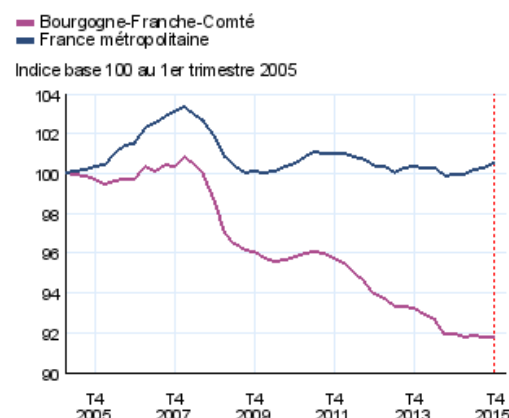
Morosité persistante sur le front de l'emploi salarié

Au quatrième trimestre 2015, la région compte 588 500 emplois salariés dans les secteurs principalement marchands, soit un niveau globalement stable par rapport au trimestre précédent (*cf. avertissement*). Toutefois, la région ne suit pas la tendance à la hausse constatée dans toutes les autres régions métropolitaines (à l'exception de la Corse). Ainsi, le décrochage observé par rapport à l'évolution de l'emploi salarié en France métropolitaine s'accroît un peu plus ce trimestre.

Dans les huit départements, la situation par rapport au trimestre précédent est contrastée : l'emploi salarié continue d'augmenter ce trimestre dans le Territoire de Belfort ; il repart à la hausse dans le Doubs et l'Yonne. Il est stable dans la Nièvre et en Haute-Saône. Il baisse en Saône-et-Loire, en Côte-d'Or et dans le Jura, prolongeant ainsi la tendance observée ces derniers trimestres.

Sur un an, l'emploi salarié marchand en Bourgogne-Franche-Comté diminue de 0,2 %, soit 1 300 emplois salariés en moins tandis qu'en moyenne en France métropolitaine, l'emploi progresse de 0,5 % sur la même période (*figure 1*).

1 Évolution de l'emploi salarié marchand



Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.

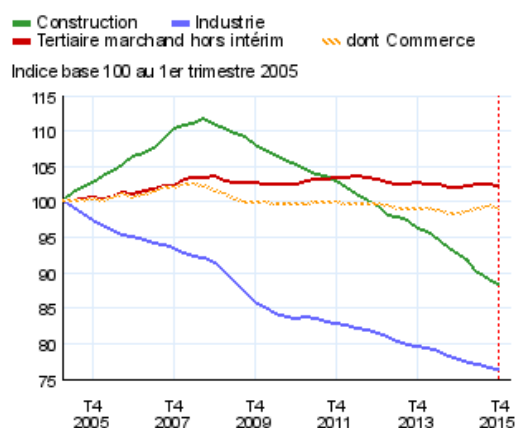
Note : données trimestrielles (données provisoires pour le quatrième trimestre 2015).
Source : Insee, estimations d'emplois

Stabilité de l'emploi grâce à la hausse de l'intérim

Au quatrième trimestre 2015, la région Bourgogne-Franche-Comté enregistre une baisse de 0,3 % du nombre d'emplois salariés hors intérim par rapport au trimestre précédent. La région se classe au douzième rang des treize régions métropolitaines, devant la Corse.

L'ensemble des secteurs d'activité enregistrent des destructions nettes d'emplois. L'emploi salarié dans la construction recule de 0,6 %, plaçant la région en neuvième position parmi les régions métropolitaines. Dans l'industrie, les effectifs diminuent de 0,4 %, positionnant la région au dixième rang des régions métropolitaines. Dans les services marchands (hors intérim), les effectifs régionaux diminuent également (-0,1 %) alors qu'à l'échelle métropolitaine, ce secteur génère de nouveaux emplois depuis maintenant plusieurs trimestres. L'emploi recule également dans le commerce (-0,4 %), autre secteur habituellement créateur d'emplois. Cette baisse rompt avec la tendance haussière observée durant quatre trimestres consécutifs et place la région en avant-dernière position (figure 2).

2 Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur en Bourgogne-Franche-Comté



Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.

Note : données trimestrielles (données provisoires pour le quatrième trimestre 2015).

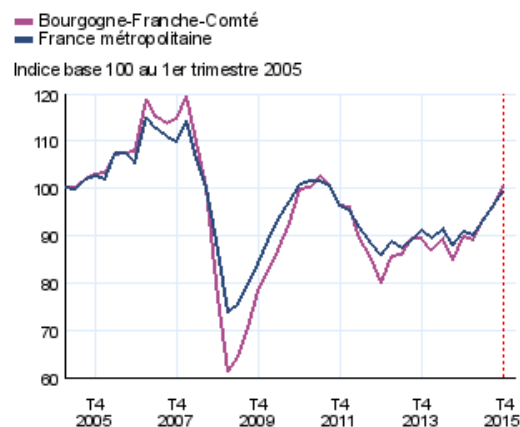
Source : Insee, estimations d'emplois

À l'instar du trimestre précédent, la hausse significative des effectifs intérimaires (+4,6 %) permet à l'emploi salarié de rester à un niveau stable. La Bourgogne-Franche-Comté enregistre la cinquième plus forte progression des régions métropolitaines. Au niveau départemental, seul la Nièvre ne bénéficie pas de cette progression (-0,3 %). Les autres départements de la région présentent une augmentation comprise entre 2,1 % pour la Côte-d'Or et 7,9 % pour le Territoire de Belfort (figure 3).

Avertissement sur la révision des données de l'emploi

L'introduction de la Déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut transitoirement affecter les comportements déclaratifs des entreprises. Durant la phase de montée en charge de la DSN, des adaptations sont réalisées dans la chaîne de traitement statistique des estimations d'emploi afin de tenir compte de ces changements. Ces modifications sont susceptibles de générer des révisions accrues sur les données. À titre d'exemple, le volume d'emplois dans la région a été revu à la hausse au troisième trimestre 2015 (+2 400, soit 588 700 emplois au lieu des 586 300 mentionnés dans la dernière note de conjoncture régionale).

3 Évolution de l'emploi intérimaire



Champ : emploi salarié en fin de trimestre ; données corrigées des variations saisonnières.

Note : données trimestrielles (données provisoires pour le quatrième trimestre 2015)..

Source : Insee, estimations d'emplois

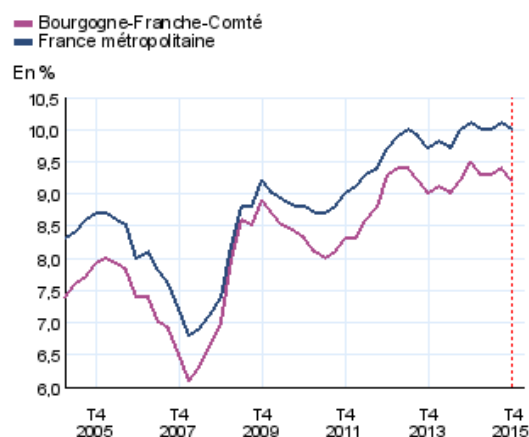
Baisse du taux de chômage dans la région

Depuis plusieurs trimestres, les taux de chômage de la région et de France métropolitaine évoluent en dents de scie.

Alors que le taux de chômage de Bourgogne-Franche-Comté était orienté à la hausse le trimestre précédent, au quatrième trimestre 2015, il baisse de 0,2 point. En moyenne en France métropolitaine, la diminution est moindre (-0,1 point). Le taux de chômage régional s'établit ainsi à 9,2 % contre 10,0 % au niveau métropolitain (figure 4).

Dans les huit départements de la région, le taux de chômage se contracte de 0,1 point à 0,5 point par rapport au trimestre précédent, à l'exception de la Côte-d'Or qui conserve un taux identique. Le Jura, la Saône-et-Loire et l'Yonne enregistrent une baisse de 0,1 point ; la Nièvre, une baisse de 0,2 point ; le Doubs, une baisse de 0,3 point. Le Territoire de Belfort et la Haute-Saône enregistrent les diminutions les plus fortes avec respectivement -0,4 point et -0,5 point. La hiérarchie des territoires reste identique à celle du trimestre précédent avec des taux de chômage de 7,7 % pour le Jura, 8,7 % pour la Côte-d'Or, 9,2 % pour la Saône-et-Loire, 9,3 % pour le Doubs, 9,5 % pour la Nièvre, 9,5 % pour la Haute-Saône, 9,8 % pour l'Yonne et 11,3 % pour le Territoire de Belfort.

4 Taux de chômage



Note : données trimestrielles (données provisoires pour le quatrième trimestre 2015).

Source : Insee, Taux de chômage localisés (région), et au sens du BIT (France)

Davantage de demandeurs d'emploi

Fin décembre 2015 en Bourgogne-Franche-Comté, 218 500 demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) sont inscrits à Pôle emploi et tenus d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (catégories A, B et C). Leur nombre a augmenté de 0,3 % par rapport à la fin septembre 2015, soit moins fortement qu'en moyenne en France métropolitaine (+ 1,0 %).

De nouveau, le nombre des demandeurs d'emploi de moins de 25 ans diminue notablement par rapport au trimestre précédent (- 2,6 %). En revanche, la situation des demandeurs d'emploi de 50 ans ou plus et celle des demandeurs d'emploi de longue durée ne cesse de se détériorer avec des augmentations respectives de + 1,5 % et + 1,3 % dans la région.

Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B et C progresse de 3,6 % dans la région et de 5,0 % en France métropolitaine.

Avertissement sur la différence entre taux de chômage et demandeurs d'emploi

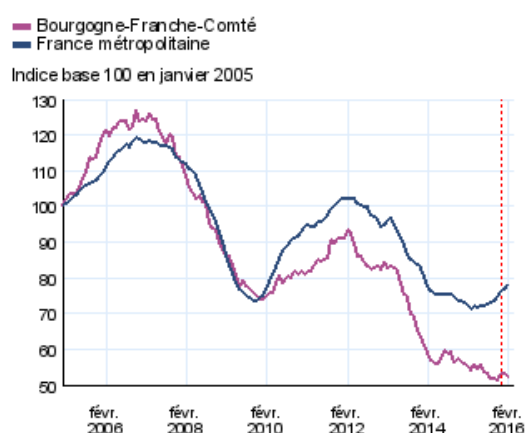
La notion de demandeur d'emploi inscrit à Pôle emploi diffère de celle du chômage au sens du BIT (Bureau international du travail). Ces deux grandeurs varient souvent dans le même sens, mais peuvent aussi diverger, notamment à la suite d'évolutions (réglementaires, opérationnelles, méthodologiques) pouvant affecter davantage les statistiques de demandeurs d'emploi.

Légère progression trimestrielle du nombre de permis de construire

En cumul annuel, entre le 1^{er} janvier 2015 et le 31 décembre 2015, 9 400 permis de construire ont été délivrés dans la région, soit une baisse de 6,2 % par rapport à la situation constatée un an auparavant (+ 3,8 % en France métropolitaine). Par rapport au cumul annuel enregistré à la fin du troisième trimestre, le nombre d'autorisations de construire progresse de 1,6 % dans la région. Cette hausse reste cependant plus faible que celle observée en moyenne en France métropolitaine (+ 4,1 %) (figure 5).

Dans la région, les mises en chantier baissent de 0,5 % par rapport au cumul annuel enregistré un an auparavant. Cette situation contraste de nouveau avec celle de la France métropolitaine où les mises en chantier progressent en moyenne de 1,6 %. Le nombre de logements commencés dans la région entre le 1^{er} janvier 2015 et le 31 décembre 2015 est en repli de 1,3 % par rapport à celui enregistré entre le 1^{er} octobre 2014 et le 30 septembre 2015 contrairement à l'évolution trimestrielle de France métropolitaine (figure 6).

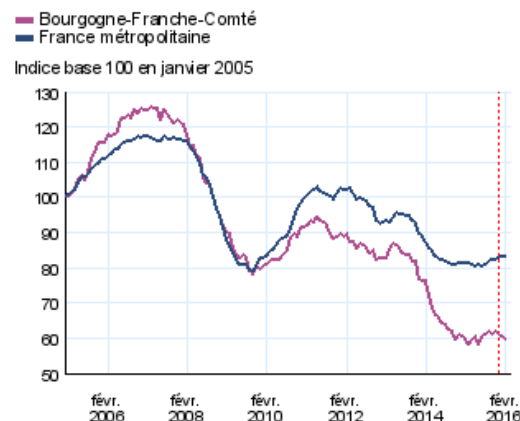
5 Évolution du nombre de logements autorisés à la construction



Note : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois.

Source : SoeS, Sit@del2

6 Évolution du nombre de logements commencés



Note : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois.

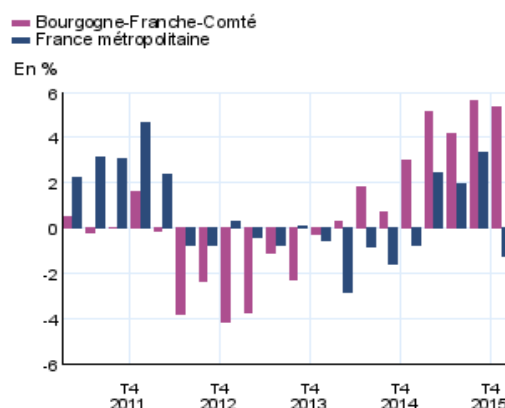
Source : SoeS, Sit@del2

Bonne santé confirmée de la fréquentation touristique

Avec 1 471 200 nuitées enregistrées durant le quatrième trimestre 2015, la fréquentation hôtelière en Bourgogne-Franche-Comté a augmenté de 5,3 % par rapport au quatrième trimestre 2014. Cette progression, toujours solide, confirme le redressement observé depuis plusieurs trimestres consécutifs. Dans le même temps, en moyenne en France métropolitaine, la fréquentation dans les hôtels recule de 1,3 %, notamment en raison de la baisse de fréquentation enregistrée en Île-de-France consécutivement aux attentats du 13 novembre (figure 7).

Dans la région, l'amélioration de la fréquentation hôtelière s'explique davantage par l'augmentation des nuitées d'affaires (+ 7,3 %) que par celle des nuitées d'agrément (+ 2,9 %). Ainsi, la part de la clientèle professionnelle est en légère hausse de 1,0 point par rapport au quatrième trimestre 2014, pour s'établir à 56,0 % des nuitées totales.

7 Évolution de la fréquentation dans les hôtels



Notes : données trimestrielles brutes. Évolution du nombre de nuitées du trimestre de l'année n par rapport au trimestre de l'année n-1. Suite au changement de classification début 2014, les données 2011 à 2013 ont été rétropolées.

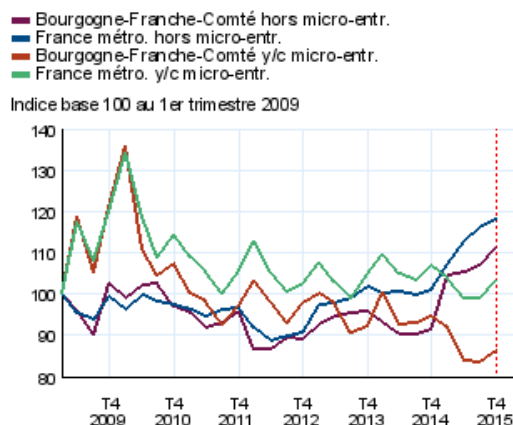
Sources : Insee ; en partenariat avec les comités régionaux du tourisme (CRT) et la DGE

Créations et défaillances d'entreprises en hausse

Au cours du quatrième trimestre 2015, 3 838 entreprises ont été créées en Bourgogne-Franche-Comté, volume en hausse de 3,3 % par rapport au trimestre précédent. Les créations sous le régime de micro-entrepreneur retrouvent des couleurs en enregistrant une progression de leur nombre (+ 2,4 %) après trois trimestres consécutifs de baisse. Les effets de l'entrée en vigueur le 19 décembre 2014 de la loi Pinel entraînant des modifications du statut de l'auto-entrepreneur semblent ainsi s'estomper ce trimestre. L'augmentation du nombre de créations dites « classiques » (+ 4,1 %) confirme la bonne santé de la création d'entreprises dans la région. Cette hausse est plus forte que celle constatée au niveau

national (+ 1,8 %). En revanche, la progression du nombre de créations d'entreprises y compris micro-entrepreneurs est plus importante au niveau métropolitain (+ 4,2 %) (figure 8).

8 Créations d'entreprises



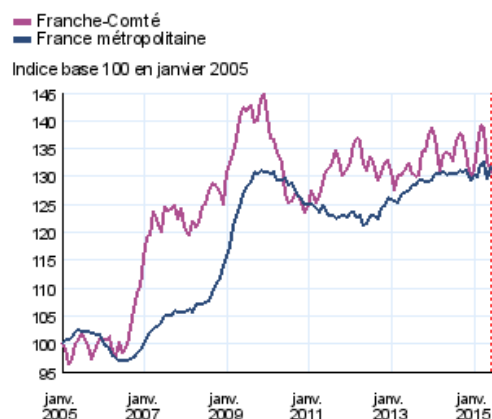
Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Note : les créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs sont corrigées des jours ouvrables et corrigées des variations saisonnières (CJO-CVS), les créations sous régime de micro-entrepreneurs sont brutes. Données trimestrielles.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements – Sirene)

Le nombre de défaillances d'entreprises (cumulées sur douze mois) enregistré à la fin du quatrième trimestre 2015, augmente légèrement par rapport au trimestre dernier (+ 0,6 %), tout comme en France métropolitaine (+ 0,2 %) (figure 9).

9 Défaillances d'entreprises



Note : données mensuelles brutes au 11 mars 2016, en date de jugement. Chaque point représente la moyenne des douze derniers mois.

Source : Banque de France, Fiben

Contexte national - En France, inflation nulle et pouvoir d'achat dynamique

En France, au quatrième trimestre 2015, la croissance a atteint + 0,3 %, portée par la progression de la production manufacturière entraînant celle des services marchands, malgré les conséquences négatives des attentats. L'emploi salarié marchand a accéléré, notamment l'emploi intérimaire qui progresse vivement depuis trois trimestres. Dans le même temps, le taux de chômage a légèrement reculé à 10,3 % en France. Côté demande, la consommation des ménages a été affectée par les attentats et les températures douces tandis que l'investissement des entreprises a accéléré après trois trimestres de hausse déjà soutenue. Le commerce extérieur a contribué négativement à la croissance, trouvant sa contrepartie dans une forte contribution positive des variations de stocks, pour le deuxième trimestre consécutif. Soutenu par une inflation nulle, le pouvoir d'achat des ménages a crû de 1,8 % en 2015, un rythme inégalé depuis 2007. Au premier semestre 2016, la croissance française gagnerait un peu de tonus (+ 0,4 % par trimestre).

Contexte international – L'activité a ralenti dans les économies avancées

Dans les pays émergents, l'activité a progressé faiblement au quatrième trimestre 2015, concluant une année morose. Les grands exportateurs de matières premières, comme le Brésil et la Russie, ont pâti de la chute des cours. En Chine, l'activité a de nouveau ralenti. Le ralentissement des importations des pays émergents, notamment en Asie, a freiné le commerce mondial.

Les exportations des économies avancées ont été déprimées par le manque de demande en provenance des pays émergents, ce qui a pesé sur la croissance de fin d'année. Dans la zone euro, l'activité a ainsi crû modérément, au même rythme qu'au troisième trimestre 2015. La reprise continue toutefois de se diffuser progressivement : l'accélération de l'emploi et des salaires ainsi que la nouvelle baisse des prix du pétrole soutiennent le pouvoir d'achat des ménages. Au premier semestre 2016, la croissance des économies avancées resterait solide, notamment du fait d'une légère accélération dans la zone euro.

Insee Bourgogne-Franche-Comté
8 rue Louis Garnier
25020 Besançon
Directeur de la publication :
Patrick Pétour
Rédacteur en chef :
Martine Azouguagh
ISSN : en cours
© Insee 2016

Pour en savoir plus :

- Note de conjoncture nationale mars 2016 « Inflation nulle, pouvoir d'achat dynamique »

http://www.insee.fr/fr/themes/theme.asp?theme=17&sous_theme=3&page=note.htm

